

Le référendum tourne à l'affrontement

- Le référendum catalan a été marqué par des scènes de violence policière.
- Les images de ces débordements affaiblissent le pouvoir central.
- Le Premier ministre Rajoy est pointé du doigt comme principal responsable de ces violences.

Le foot s'en mêle

Le Barça, club de foot phare de la Catalogne, a joué et gagné (3-0) son match du jour à huis clos, pour éviter toute tension. Gérard Picqué, le défenseur du Barça, a éclaté en sanglots après le match, expliquant avoir vécu la "pire expérience" de sa carrière après la journée de chaos autour du référendum. Il a expliqué que sa position en faveur du "droit à décider" de la Catalogne était compatible avec le fait de porter le maillot de l'Espagne. (AFP)

La police tente d'empêcher par la force le référendum en Catalogne

La police espagnole est intervenue en force dimanche en Catalogne pour empêcher la tenue d'un référendum d'autodétermination, faisant des dizaines de blessés lors de charges contre des manifestants qui voulaient participer à ce vote interdit par l'Etat. Les policiers anti-émeutes ont également, selon des témoins, utilisé des balles en caoutchouc à Barcelone.

Les manifestants, de leur côté, se sont organisés pour protéger les bureaux de vote lorsque la police y pénétrait de force pour saisir des urnes et le matériel de vote.

Le président indépendantiste de l'exécutif catalan Carles Puigdemont a dénoncé la "violence injustifiée" dont a fait usage la police nationale. A la mi-journée le représentant du gouvernement espagnol en Catalogne, Enric Millo, l'a au contraire pressé de mettre fin à la "farce" du référendum, le tenant, lui et son équipe, pour "seuls responsables" des événements de la journée.

Mobilisation matinale

De Gérone à Barcelone ou Figueras, des milliers de Catalans s'étaient massés dès l'aube devant les centres de vote pour participer au scrutin, interdit par la justice, qui constitue un défi sans précédent pour l'Etat

espagnol. Mais malgré les interventions policières, de très nombreux citoyens ont quand même voté. A Gérone, des heurts ont éclaté avec la foule lorsque des policiers anti-émeutes ont fait irruption dans le bureau où devait se rendre M. Puigdemont.

Celui-ci a cependant contourné la mesure en allant voter dans un autre bureau de vote proche de Gérone, selon le gouvernement catalan.

"Nous pouvons tenir un référendum d'autodétermination assorti de garanties comme nous nous y étions engagés", a déclaré le porte-parole du gouvernement régional Jordi Turull. Il a affirmé que l'exécutif catalan

disposait d'un "recensement universel" qui permettrait aux électeurs de voter dans n'importe quel bureau de la région. Les habitants de la région sont divisés presque à parts égales sur l'indépendance. Mais les Catalans souhaitent majoritairement, à plus de 70 %, un référendum d'autodétermination légal, selon les derniers sondages. Depuis le 6 septembre, date de la convocation du référendum par le pouvoir régional, ni les poursuites judiciaires ni les ar-

restations ou perquisitions n'ont dissuadé les indépendantistes de cette région où vivent 16 % des habitants du pays d'organiser ce scrutin interdit.

Phase de transition

Samedi, Carles Puigdemont avait évoqué "un moment grave", confirmant qu'en cas de victoire du oui il y aurait des "décisions politiques" qui pourraient déboucher sur une déclaration d'indépendance. Elle serait suivie selon lui d'une phase de "transition" où il négocierait le départ de la Catalogne, une négociation dont Madrid ne veut pas entendre parler. Les conséquences d'une sécession de

cette région, qui compte pour 19 % du PIB du pays, grande comme la Belgique, sont aussi incalculables que celles du Brexit déclenché par un référendum, en juin 2016. Elles inquiètent beaucoup d'Espagnols qui sont pour la première fois descendus dans la rue par milliers samedi pour protester contre le référendum jugé non représentatif. "La Catalogne, c'est l'Espagne", lisait-on sur certaines des pancartes.

H. Le. (avec AFP)

319

bureaux de vote

Sur 2 315 bureaux de vote qui ont pu ouvrir ce dimanche dans toute la Catalogne, 319 ont été contraints de fermer leurs portes suite aux interventions policières.

Une journée marquée par la violence et la mobilisation à Barcelone

Reportage Paco Audije
Envoyé spécial à Barcelone

Nous attendions dans la file du bureau de vote. Les policiers sont arrivés et pour forcer l'entrée, ils ont poussé ma mère de 87 ans. J'ai réagi pour éviter qu'elle tombe par terre. Alors, les policiers m'ont frappé. Il y avait plusieurs vieux parmi nous, certains blessés. Les policiers n'ont pas arrêté, ils ont foncé et ils ont emporté les urnes." Pilar Gil, la soixantaine, pleure quand elle nous parle au bureau de vote situé à l'école Mediterrania, dans la Promenade maritime de Barcelone.

"À l'intérieur, nous n'avons pas reçu de coups, mais les flics ont pris les urnes. Nous en avons caché une. Dès qu'ils sont partis, nous avons recommencé le vote", explique Joan Pinar Gil, jeune scientifique, fils de Pilar, qui note les noms des cartes d'identité des votants qui lui sont présentées par Joan Segura Vallés (62 ans), animateur socio-culturel. Comme eux, tous ceux qui organisent les bureaux de vote sont des volontaires. Depuis la veille du référendum, une cinquantaine de personnes occupaient déjà l'école. À 5 heures du matin, ceux qui y ont passé la nuit ont reçu des renforts : des voisins, militants indépendantistes.

Samedi, matin et soir, l'association de parents d'élèves avait organisé une "journée école ouverte" pleine "d'acti-

vités festives et culturelles", nous raconte Josep Maria Llull, enseignant. Une manière légale d'éviter la fermeture habituelle de l'école pendant le week-end. Une ruse, évidemment, pour disposer d'un "piquet" nombreux et organisé pour empêcher l'apposition des scellés.

La multiplication des électeurs

Il était presque midi, ce dimanche, quand la police est entrée en force. Il y avait environ 150 personnes qui attendaient pour voter. Une heure plus tard, la file s'était multipliée par trois, après l'annonce de l'incident.

Sur l'itinéraire de la Barceloneta au

quartier du Raval (quartier peuplé de nombreux immigrés, surtout pakistanais), de nombreux estelades (drapeaux indépendantistes) étaient de sortie. Quelques drapeaux espagnols aussi, mais en nombre plus restreint. À l'entrée du Raval, l'ambiance rappelle certaines rues qui jouxtent la gare du Nord de Bruxelles, avec le même petit monde de pauvreté, marginaux et prostitués. C'est dans ce quartier que l'écrivain Manuel Vazquez Montalban est né. Ici, au cœur de ce quartier populaire, les drapeaux catalans et espagnols se confondent tant ils se superposent.

À la porte de l'école officielle de langues, environ 300 personnes bloquent l'entrée. Certains n'ont pas encore voté, d'autres l'ont déjà fait. Les Mossos (police autonome catalane) confirment qu'il n'y a pas eu d'incidents ici. À la porte, monté sur une chaise, Jofre, un prof de 39 ans, donne ses instructions à la foule : "Il faut voter, mais il faut que vous restiez ici un peu plus longtemps ! C'est pour protéger les urnes jusque la fin du vote !" Un hélicoptère de la police survole le quartier quand tombe l'annonce de la possible suspension du match Barça-Las Palmas. Pour des raisons de sécurité, dit-on à la radio. Finalement, le match aura lieu... sans public, par décision du Barça.

Au début d'après-midi, les médias dénoncent des centaines de blessés dans plusieurs échauffourées et charges de la police. Les blessés expliquent leur cas sur les réseaux sociaux, insistent sur les violences policières. Certains parlent aussi de scène de tensions entre la Garde civile, la police nationale espagnole et les Mossos.

En sortant du Raval, après l'obscur passage de Bernardi Martorell, peu rassurant, ce sont les Ramblas aussi touristiques que d'habitude. Rien à voir avec le Raval ou la Barceloneta. Rien. Une normalité presque surréaliste. Non loin de là, la place de Sant Jaume, qui abrite le Palais de la Généralitat (gouvernement catalan) et la mairie de Barcelone.

Quelque 300 personnes – touristes inclus – sont là. Certaines portent des drapeaux indépendantistes sur leurs épaules. Quelques autres – un petit groupe – des drapeaux de l'Espagne.

Ici, personne ne se revendique d'un parti ou d'une association quelconque. Ils rappellent que la veille une manifestation pro-unité espagnole s'est déroulée dans les rues de la capitale catalane. "Je suis né ici, mais j'ai de la famille en Catalogne et en Castille", explique Arnau Miró, un jeune qui, la veille, a participé à la manif de ceux que les indépendantistes ont baptisé les "unionistes".

Le dialogue est-il possible ?

"Je me considère comme Catalane, mais aussi Espagnole", lance Candela Fortes, Barcelonaise, professeure de taekwondo, qui dénonce les intérêts communs du Premier ministre espagnol (Mariano Rajoy) et du président de Catalogne (Carles Puigdemont) "pour cacher la corruption, les coupes dans le système de santé et dans l'enseignement. Ils agissent pareillement et ils s'entraident". À ses côtés, Antonio, un retraité, espère qu'un dialogue pourra s'ouvrir à la fin de la journée. Tous répètent qu'ils sont prêts à participer à un référendum d'indépendance, s'il est accepté par les deux gouvernements. Pourtant, l'image de Pilar Gil en larmes, ce matin, dans l'école Mediterrania, rappelle le durcissement du conflit politique en Catalogne : "Je veux une déclaration d'indépendance immédiate. Pas une minute de plus dans cet Etat !", avait-elle lancé. Le futur dialogue semble difficile.

L'image de cette manifestante au visage traversé d'un filet de sang est devenue virale sur les réseaux sociaux tout au long de la journée du référendum.